



vers l'unité politique de la planète

IDENTITÉ ET CITOYENNETÉ

Au moment où après avoir beaucoup parlé d'identité, on se remet à parler de citoyenneté, la Marche des Citoyens du Monde ne peut que se sentir concernée.

Il nous semble nécessaire à ce propos de lever quelques ambiguïtés, si l'on veut mieux associer les questions d'identité à la conscience d'une citoyenneté mondiale.

Alors que domine encore une idéologie libérale, il convient de préciser que les phénomènes identitaires ne sont pas exclusivement ceux d'individualités, mais qu'ils concernent aussi autant les groupes sociaux. Ils renvoient à toutes sortes de collectifs privés ou publics, professionnels ou associatifs, culturels, agnostiques ou religieux, que bien des confusions ou des polémiques ont tendance à renvoyer dans le camp du « communautarisme ». Une chose certaine, c'est qu'une même personne relève de manière consciente ou non de plusieurs groupes à la fois : une famille, un métier ou une profession, une commune, une ou plusieurs associations, une paroisse, un quartier, une région, etc.

En ce qui concerne la citoyenneté, celle-ci est le plus souvent assumée consciemment à l'échelle nationale. Avec aussi certaines déclinaisons à d'autres niveaux comme la commune, le département et, sans doute, la région. Mobilisée d'abord formellement par les actes civils officiels et obligatoires comme celui d'obtenir une carte d'identité, elle est activée par cet acte volontaire qu'est de voter aux élections. Ce n'est qu'une minorité de citoyens qui la font vivre en adhérant à un parti, un syndicat ou une organisation civique. Lorsqu'on passe à l'échelle de l'Union européenne, on peut aisément se rendre compte de la déperdition que représente cette conscience d'appartenance, en dehors du moment des élections européennes (caractérisées par de forts taux d'abstention). Sans oublier la complexité de questions que ces élections soulèvent autour de notions comme la « subsidiarité » ou le « fédéralisme ». La subsidiarité est supposée délimiter les domaines qui doivent rester à la charge de l'Etat nation. Et le fédéralisme définit des formes d'intégration plus resserrées entre les Etats de l'Union.

Lorsqu'on se situe à l'échelle mondiale, il ne reste qu'une très petite fraction des citoyens qui gardent la conscience de cette citoyenneté. On doit s'interroger sur les motivations qui les animent.

Ont-ils une perception précise et claire des liens que mobilisent les relations entre gouvernements d'Etats nations ? Les perçoivent-ils en termes de rapports de force ou de coopération ? Sont-ils appréhendés à l'échelle globale, à celle d'un continent ou d'une région comme celle que constituent les rives de la Méditerranée, voire de l'Atlantique ? Mettent-ils en mouvement des sentiments d'appartenance culturelle ou d'une curiosité pour d'autres civilisations ?

Au-delà de tout ce tissu de rapports entre des institutions, retrouve-t-on alors d'autres sensibilités plus profondes ou plus essentielles qui éveillent un sentiment commun d'humanité ? Le risque demeure cependant de décrocher de toute appréhension des réalités géopolitiques, que celles-ci soient immédiates ou en très longue période.

Voilà quelques interrogations qu'il nous semblait utile de rappeler à toutes celles et ceux qui se reconnaissent ou se reconnaîtraient dans une citoyenneté mondiale.

Roland GUILLON
Sociologue, Auteur de